

**Consultation publique de l'ARCEP  
sur la modification des obligations imposées à France Télécom sur les marchés  
du transit commuté inter territoires  
10 mai 2007 - 11 juin 2007**

**Réponse de France Télécom**

Synthèse

France Télécom se félicite de l'initiative de l'Autorité d'alléger les obligations pesant sur France Télécom sur le marché du transit inter territoires du fait de l'évolution des conditions de marché.

Dans sa réponse, France Télécom apporte des compléments d'analyse sur chacun des marchés concernés et fournit des éléments susceptibles d'étayer l'analyse de l'Autorité sur la base de données de trafic constatées.

Les Annexes sont soumises au secret des affaires, ainsi que les données signalées par [...].

## 1. Sur le marché du transit Métropole-Guadeloupe, Métropole-Martinique, Métropole-Guyane

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle l'existence de plusieurs câbles sous marin, ainsi que d'un marché sous-jacent de services de capacité permet à plusieurs acteurs de construire des offres de transit de voix de façon totalement indépendante de France Télécom. Dès lors, il n'apparaît plus nécessaire d'imposer à France Télécom une orientation de ses tarifs vers ses coûts sur le marché du transit.

De fait, le marché du transit vers ces destinations est particulièrement fluide et France Télécom estime que sa part de marché n'y est que de quelques pourcents et qu'elle est le fait pour une proportion importante de trafic de débordement.

France Télécom partage également l'analyse de l'ARCEP selon laquelle les obligations de transparence et d'inscription de ses tarifs dans une offre de référence l'empêchent de s'adapter à ces conditions de marché et nuisent à la compétitivité de ses offres puisque ses concurrents sont de fait informés des évolutions tarifaire au minimum 3 mois avant leur entrée en vigueur.

Dès lors, la levée des obligations de reflet des coûts, de transparence et de publication dans une offre de référence apparaît non seulement nécessaire, mais indispensable au plein exercice de la concurrence sur ce marché.

Sur la base des données de trafic constaté fournies dans l'annexe 2, France Télécom constate que sur [...] présélectionnées à destination des DOM et remises à des opérateurs fixes en 2006, seules [...] sont écoulées par ces opérateurs au moyen de l'offre de transit de France Télécom.

Sur la base des données de trafic fournies dans l'annexe 3, France Télécom constate que [...] ont été remises en présélection aux opérateurs DOM sur les commutateurs d'abonnés de France Télécom localisés dans les DOM [...] et [...] ont été terminées sur ces mêmes commutateurs d'abonnés [...].

France Télécom en déduit qu'une fraction significative du transit vers les DOM a été écoulee en utilisant des offres de transit alternatives à celles de France Télécom.

## 2. Sur le marché du transit Métropole-Réunion

France Télécom partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle l'obligation faite à France Télécom au terme de la décision d'analyse de marché 06-0592 de proposer une offre de capacité à des tarifs reflétant les coûts sur le câble « Sat3-Wasc-Safe » permet à de nombreux acteurs de construire et de proposer des offres de transit.

Dans les faits, ce marché présente un dynamisme similaire à celui observé sur les marchés de transit Métropole-Antilles et Métropole-Guyane.

Dès lors, la levée des obligations de reflet des coûts, de transparence et de publication dans une offre de référence apparaît non seulement nécessaire, mais indispensable au plein exercice de la concurrence sur ce marché.

### 3a. Sur le marché du transit Métropole-Mayotte

France Télécom ne conteste pas que le marché du transit semble toujours peu concurrentiel.

### 3b. Sur le marché du transit Métropole-Saint-Pierre et Miquelon

La situation du marché de détail du trafic de Saint-Pierre et Miquelon vers la métropole est très particulière, en effet :

- Les Iles de Saint-Pierre et de Miquelon sont reliées au reste du monde par liaison satellitaire et par un faisceau hertzien vers le Canada. Le faisceau hertzien est structurellement moins onéreux que le satellite, mais sa fiabilité [...] n'est pas suffisante pour pouvoir se passer du satellite.
- En raison de la taille de l'archipel (environ 2600 foyers - dont 2000 ont l'internet principalement haut débit passant par le faisceau hertzien), le marché des télécommunications à St-Pierre et Miquelon n'a à ce jour pas suscité d'intérêt de la part des opérateurs alternatifs.
- Du fait de la très grande pénétration du haut débit sur l'archipel, de nombreux saint pierrais et de nombreux miquelonnais ont opté pour des solutions de voix sur internet (soft phones, boîtiers VoIP sur lesquels on branche un poste fixe et accessible par un numéro en 087B) qui leur permettent de joindre ou d'être joints par leurs correspondants en métropole ou sur le continent américain.
- Au vu des documents présentés en annexe 1, France Télécom et Saint Pierre et Miquelon Télécom estiment que le marché total de la voix au départ de Saint-Pierre et Miquelon et à destination de la métropole ou de l'international est passé de [...] en 2003 à plus de [...] en 2006, dont [...] utilisent le satellite et près de [...] le faisceau hertzien. De fait, pour l'usage voix, le faisceau satellitaire est de plus en plus utilisé en sécurisation du faisceau hertzien.
- Il existe donc une situation de concurrence effective et même un dynamisme réel du marché de détail Métropole-SPM, essentiellement parce qu'une fraction significative du trafic [...], non seulement n'utilise pas les offres de transit de France Télécom, mais contribue à l'augmentation du trafic sur le faisceau hertzien loué par SPM Télécom, et induit donc des charges pour SPM Télécom.

Dès lors, France Télécom et SPM Télécom sont face à un véritable paradoxe :

- La situation concurrentielle sur le marché de détail exerce une pression significative sur les tarifs de SPM Télécom à destination de la métropole [...].
- L'orientation vers les coûts du transit, basé sur la technologie satellitaire ne peut que conduire à une augmentation significative des tarifs de transit [...].

En synthèse, France Télécom :

- ne conteste pas l'absence d'une réelle concurrence sur le marché de transit,
- estime en revanche que sur le marché des communications au départ de Saint-Pierre et Miquelon à destination de la métropole et de l'international, sa part de marché en 2007 est inférieure à [...], et elle ne dispose par conséquent plus d'un pouvoir significatif sur ce marché.

#### 4. Sur le marché du transit Martinique -Guadeloupe, Martinique- Guyane et Guadeloupe-Guyane

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle la plupart des acteurs sont en mesure d'acheter de la capacité ou de développer leurs propres infrastructures pour écouler le trafic intra Antilles et entre les Antilles et la Guyane, et le cas échéant de proposer des offres de transit utilisant ces capacités.

France Télécom constate en revanche que les obligations qui lui sont faites de proposer à un tarif minute régulé, la conduit à écouler du trafic de débordement particulièrement coûteux à produire.

France Télécom estime que d'éventuels nouveaux entrants aux Antilles n'ont aucune raison de ne pas être en mesure d'acheter également de la capacité ou du transit auprès d'autres acteurs.

France Télécom estime par conséquent qu'il n'y a aucune raison pour maintenir sur ce marché des obligations d'orientation vers les coûts, de transparence et de publication de ces tarifs dans une offre de référence, et partage donc la conclusion de l'ARCEP selon laquelle il n'est plus nécessaire d'imposer à France Télécom une obligation de reflet des coûts, de transparence et de publication dans une offre de référence.

#### 5. Sur le marché du transit Réunion-Mayotte

France Télécom partage l'analyse de l'autorité selon laquelle, les prestations de transit Réunion-Mayotte sont la juxtaposition des prestations de transit Réunion-Métropole et Métropole-Mayotte.